

Communiqué de presse SNES-FSU  
15 janvier 2016



Préparation de la rentrée 2016 dans le second degré.

Pour éviter de nouvelles dégradations dans les établissements, dans un contexte de poussée démographique (+ 624 élèves), le Recteur a choisi la voie des redéploiements internes en ajoutant aux 30 emplois de la dotation ministérielle, 28 emplois supplémentaires retirés d'une enveloppe destinée à financer les remplacements. Cette opération ne saurait toutefois camoufler la réalité préoccupante fortement dégradée dans les établissements pour ce qui est notamment des taux d'encadrement et des effectifs de classes. Alors que les effectifs d'élèves dans les collèges et les lycées sont aujourd'hui supérieurs (+1200) à ceux qu'ils étaient en 2008 (première rentrée du mandat de N.Sarkozy), seuls 50 emplois auront été rétablis à la rentrée 2016 alors que 500 ont été supprimés entre 2008 et 2012. Le système éducatif est ainsi condamné à un statu quo empêchant toute dynamique de progrès pour surmonter le noyau dur de l'échec scolaire et des inégalités sociales et pour développer l'accès aux qualifications.

C'est aussi la politique éducative dans son ensemble qui est aujourd'hui contestée par les personnels, non parce qu'ils s'opposeraient à toute réforme, mais parce qu'ils font l'analyse que ce que la Ministre veut imposer aujourd'hui pour le collège va générer des problèmes majeurs sans permettre au collège de surmonter ses difficultés actuelles. Si cette année le Recteur renonce à récupérer la totalité des moyens que les nouvelles grilles horaires permettent, c'est pour laisser croire que la réforme pourrait se mettre en place sans dommage sur les structures comme sur les personnels. Les personnels ne sont pas dupes et savent que ce n'est que partie remise. Quant au lycée, on y attend encore un véritable bilan de la réforme Chatel : le fait que ses dispositifs les plus contestés soient repris dans la réforme du collège explique sans aucun doute le peu d'empressement de la Ministre à s'engager dans cette évaluation.

Au final, le quinquennat Hollande restera celui d'une occasion manquée pour le système éducatif comme pour ses enseignants.

La journée de grève du 26 janvier à laquelle appelle le SNES dans un cadre intersyndical sera l'occasion d'adresser un nouvel avertissement au gouvernement.